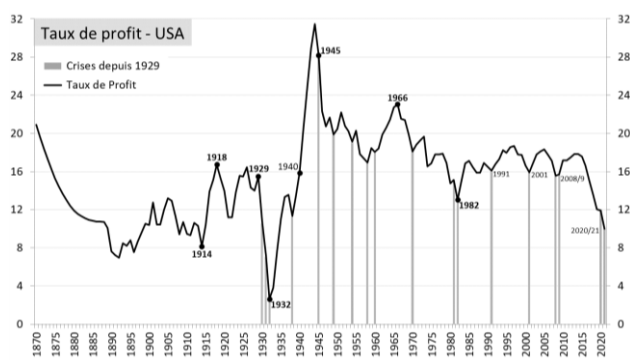


La conjugaison des quatre crises du capitalisme : économique, sociale, impérialiste et écologique

La crise économique

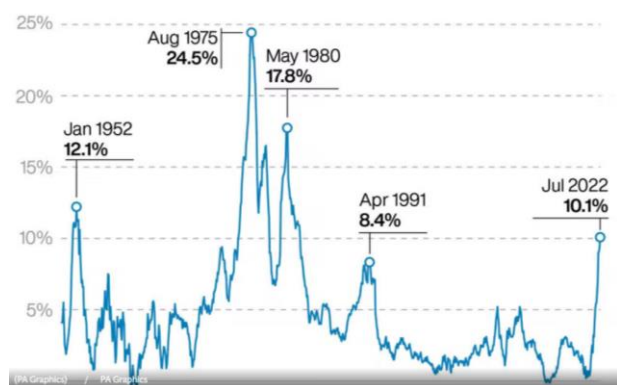
Rythmé par une succession de crises cycliques, le capitalisme a vu son taux de profit chuter depuis 2014 dans les principales économies du monde occidental, chute qui annonçait la prochaine récession que la pandémie n'a fait qu'accélérer comme le montre le graphique 1 ci-dessous :

Graph 1 Taux de profit aux Etats-Unis



L'enjeu actuel pour la classe dominante consiste alors à rétablir la rentabilité de son capital. Plusieurs moyens sont déployés qui vont des plus classiques, comme les mesures d'austérité, la réduction des budgets sociaux, les multiples 'réformes' des retraites... au plus pervers comme l'utilisation de l'inflation et de la hausse des taux d'intérêt qui constituent de redoutables impôts sur les salariés (lire l'article *Inflation, taux d'intérêt et répartition des richesses* dans cette revue) :

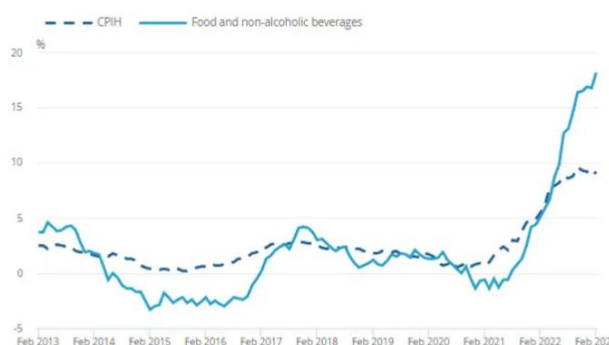
Graph 2 RU inflation, 11,5% en décembre 2022



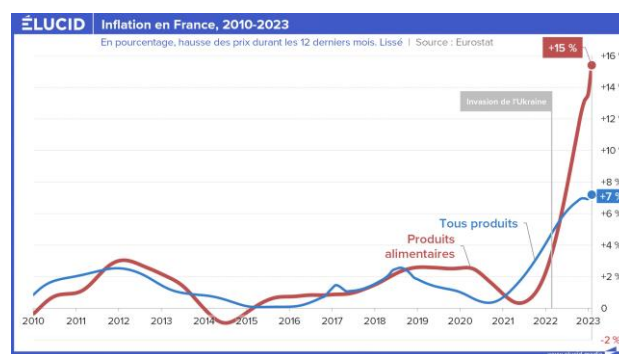
Cette inflation rogne d'autant plus le niveau de vie du prolétariat qu'elle est beaucoup plus forte dans les produits alimentaires de base comme le montre

les graphes 3 et 4 pour le Royaume-Uni et la France, or, ceux-ci sont plus importants dans le budget d'un ménage à bas salaires :

Graph 3 RU – Inflation totale et alimentaires

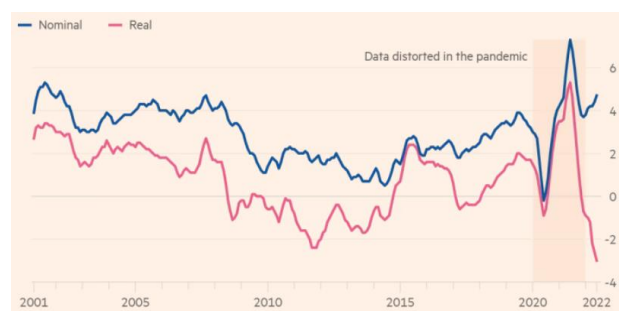


Graph 4

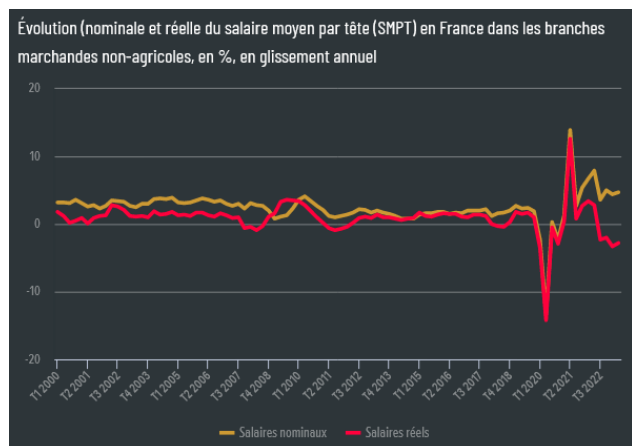


Toutes ces politiques austéritaires se conjuguent pour entraîner les salaires réels à la baisse (graphes 5 et 6) et aiguillonner une reprise des combats de classe dans plusieurs pays occidentaux :

Graph 5 RU – Chute des salaires réels lorsque la courbe rouge est inférieure à zéro : entre 2008 et 2015, en 2017 et depuis 2022



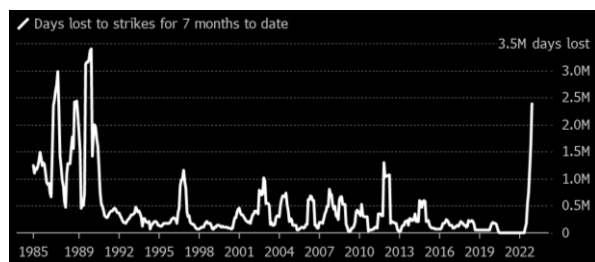
Graph 6 FR – Chute des salaires réels lors de la crise des subprimes (2008), pendant la pandémie (2020-21) et depuis mai 2022



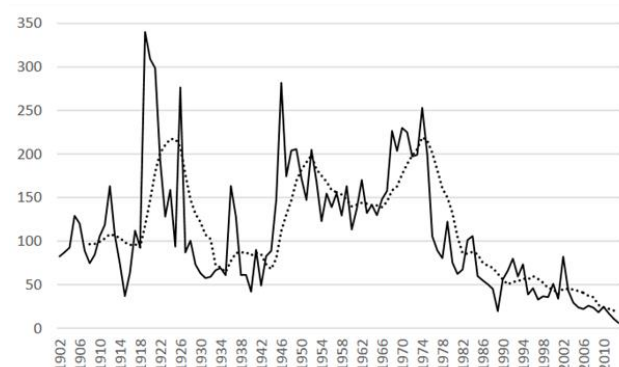
Où en est la lutte des classes ?

Cette reprise de la conflictualité sociale dans certains pays (graphe 7) tranche avec le recul de celle-ci depuis un demi-siècle – 1974-2022, graphe 8 :

Graph 7 RU – Envol des conflits sociaux en 2022



Graph 8 Index des grèves dans 16 pays occidentaux développés¹ – 1902-2012



Pourquoi ce recul dans les principaux pays occidentaux développés et qu'est-ce qui pourrait

¹ USA, Canada, Australia, New Zealand, Belgium, Germany, Denmark, France, UK, Italy, Norway, Austria, Spain, Sweden, Switzerland, Japan.

potentiellement changer aujourd'hui avec la reprise des luttes à la suite de l'explosion de l'inflation ?

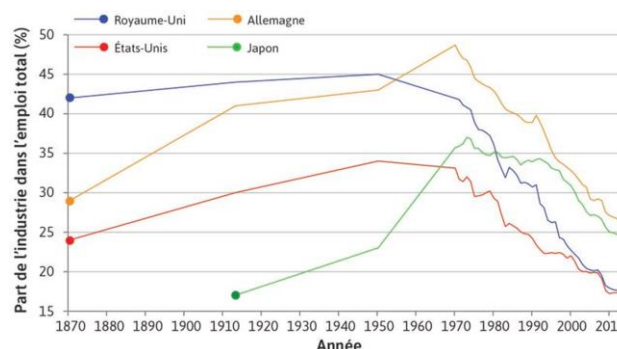
A) Un demi-siècle de recul des conflits sociaux

Le dramatique recul des conflits sociaux depuis le milieu des années 1970 résulte de la confluence de plusieurs facteurs qui se sont progressivement conjugués pour désagréger les solidarités collectives entre salariés :

1- Désindustrialisation, démantèlement des concentrations ouvrières et sous-traitance

La désindustrialisation de l'Occident développé est bien antérieure à la mondialisation – cette dernière n'étant significative qu'à partir des années 1990. En effet, concurrencés par les pays émergents de l'époque (le Japon et l'Allemagne – Graphe 9), les vieilles puissances qu'étaient le Royaume-Uni au XIX^e siècle et les États-Unis au XX^e entament une lente désindustrialisation dès les années 1950. Il faut cependant attendre les années 1970 pour voir un net déclin dans tous les pays industrialisés :

Graph 9 Part de l'industrie dans l'emploi total



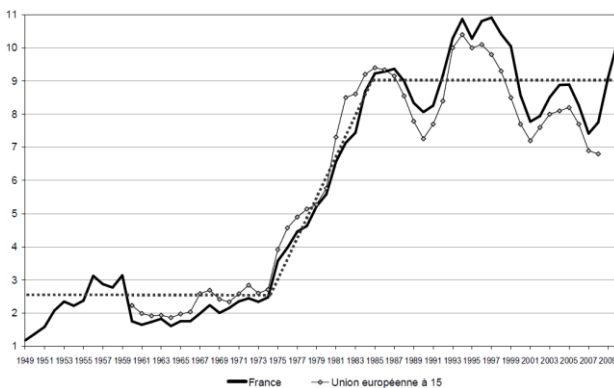
Ce déclin résulte d'une double dynamique, à la fois économique et sociale. Dynamique économique car le ralentissement de la croissance à partir des années 1970 et les difficultés qui en découlent dans les pays développés poussent les industriels à installer leurs nouvelles unités de production dans de grands pays à revenus intermédiaires afin d'avoir plus facilement accès à leurs marchés intérieurs (comme le Brésil ou le Mexique pour l'industrie automobile par exemple). Mais dynamique sociale également parce que l'explosion de grèves en 1966-74 – souvent sauvages – incite le patronat à démanteler les grandes concentrations ouvrières et développer la sous-traitance, y compris provenant de l'étranger.

Cette désindustrialisation relative, couplée avec le démantèlement des grandes concentrations ouvrières et le recours à la sous-traitance vont considérablement affaiblir la classe ouvrière, sa cohésion, ses solidarités internes, sa force numérique, son impact social en cas de conflits et, en conséquence, dégrader ses conditions sociales et de travail.

2- La montée d'un chômage structurel dès 1974

Un second facteur ayant profondément contribué à ce déclin des conflits sociaux dès 1974 résulte de l'explosion du chômage qui débute à la même date (Graphe 10). Et pour cause, avec la crainte de perdre son emploi et de ne plus pouvoir rembourser ses emprunts, le développement du chômage a progressivement paralysé le corps social et anesthésié les luttes. Cette montée inexorable du chômage en Europe à partir de 1974 et le début de la chute de l'index des grèves à cette même date (graphe 8) sont parfaitement corrélées, à tel point que le sommet dans la montée de la courbe du chômage correspond aussi très exactement au point le plus bas dans la chute des conflits sociaux !

Graphe 10 Taux de chômage – UE-15 et France



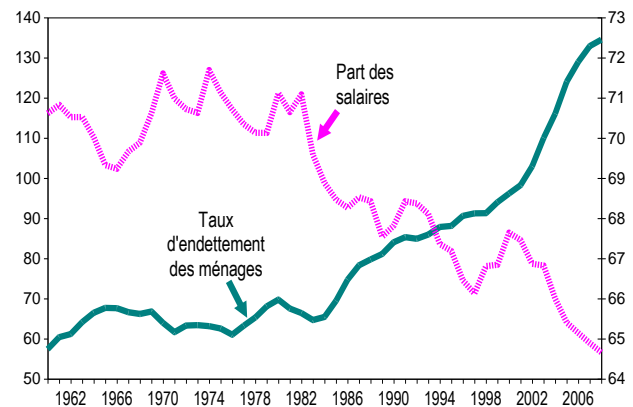
3- La stratégie de la gauche au pouvoir

Pour faire face à la poussée des conflits sociaux entre 1966 et 1974 – dont un bon nombre échappaient au contrôle des appareils syndicaux et de gauche – la classe dominante développe une stratégie visant à transférer la révolte sociale de la rue au parlement. C'est l'heure de gloire des espérances engendrées par la venue d'équipes de gauche au pouvoir : le 'Programme commun' en France (signé en 1972 entre le *Parti socialiste*, le *Parti communiste* et le *Mouvement des radicaux de gauche*) avec la venue de Mitterrand au pouvoir en 1981 ; l'espoir d'un 'Compromis historique' en Italie entre la *Démocratie Chrétienne* et le *Parti Communiste* au milieu des années 1970 qui débouche sur des gouvernements de 'solidarité nationale' entre 1976 et 1979, gouvernements soutenus par le PCI resté dans l'opposition ; la démocratisation des régimes dictatoriaux du Portugal (avril 1974), de Grèce (juillet 1974) et d'Espagne (en novembre 1975) et l'accession d'équipes de gauche au gouvernement : celle de Mário Soares au Portugal (1976-78 et 1983-85), d'Andréas Papandréou en Grèce (1981-89) et de Felipe González en Espagne (1982-96). Ce transfert de la contestation des usines en espoirs parlementaires va puissamment anesthésier l'intensité des conflits sociaux.

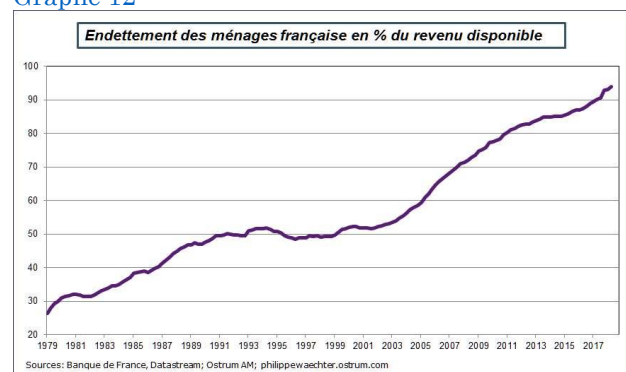
4- L'endettement croissant des ménages pour compenser la baisse brutale de la part salariale

Si l'endettement des ménages ne constitue pas un facteur explicatif à l'origine du recul des conflits sociaux comme le sont les trois précédents, néanmoins il est venu significativement les renforcer. En effet, une personne endettée est beaucoup moins encline à protester lorsqu'elle craint de perdre son travail. Ce facteur a joué un rôle de plus en plus important à partir des années 1980 à la suite des politiques néolibérales de baisses de la part salariale (cf. Graphe 22 de notre article sur *L'obsolescence du capitalisme* dans ce numéro) puisque, voyant leurs revenus ralentir ou diminuer, les ménages ont compensé ce manque à gagner en s'endettant comme le montre bien ci-dessous les graphes 11 pour les États-Unis et 12 pour la France.

Graphe 11 Part salariale (droite) et endettement des ménages (gauche) en % du PIB des États-Unis



Graphe 12



5- Individualisation et ubérisation du rapport salarial cassant les solidarités entre salariés

L'application des logiques néolibérales entamée dès les années 1970-80 a progressivement démembré les politiques conventionnelles antérieures et contribué à individualiser le rapport salarial, rendant ainsi les prolétaires de plus en plus concurrents entre eux et démunis face aux patrons. La transformation des salariés en faux indépendants et l'ubérisation du travail via les plateformes informatiques en sont l'aboutissement ultime.

6- La répression des avant-gardes ouvrières

À toutes ces causes objectives s'ajoute un premier facteur plus subjectif souligné par Henri Simon **dans un de ses témoignages** : « *le patronat faisait le ménage en virant tous ceux qui s'étaient mis en avant en 1968 et dans l'immédiat après-68 ; plusieurs centaines de militants d'usines firent les frais de cette contre-offensive patronale (je fus l'un d'eux en 1971)* ». Notons également que les appareils de gauche et les syndicats procédèrent aussi à un nettoyage de leurs éléments les plus radicaux.

7- La perte de l'identité de classe et les doutes

Enfin, un second facteur subjectif est venu progressivement démoraliser le prolétariat et ses avant-gardes, à savoir la perte de l'identité de classe des salariés et le discrédit porté sur tous ce qui nous était présenté comme alternatives au capitalisme. En effet, même si totalement institutionnalisé et mystifié dans des organisations intégrées à la légalité bourgeoise comme le sont les syndicats et appareils politiques de gauche, le prolétariat après la seconde guerre mondiale était encore numériquement nombreux et concentré et se reconnaissait comme une force sociale portant une alternative. Or, le rôle de gardiens de la légalité capitaliste joué par les syndicats, voire de sabotage des luttes massives et/ou radicales menées par les salariés ; les politiques anti-ouvrières et répressives des gouvernements de gauche, voire carrément néolibérales pour certains ; l'échec patent de tous les gouvernements ou mouvements nationalistes-bourgeois qui se prétendaient 'socialistes' dans le Tiers-Monde (Algérie, Vietnam, Cambodge, Corée du Nord, Cuba, Venezuela, etc.), ainsi que l'effondrement des pays de l'Est, à savoir de ce qui semblait représenter une alternative au capitalisme mais qui n'était en réalité que des capitalismes d'État totalitaires, tout cela est venu profondément démoraliser les salariés (et même les militants de ses organisations politiques d'avant-garde) de mener la lutte et de continuer à se battre pour sortir du capitalisme.

Outre ce déclin des conflits sociaux et la démoralisation qui en découla, c'est un doute profond qui s'est développé sur le potentiel révolutionnaire du prolétariat et sur le communisme comme alternative possible. Doute d'autant plus important que ce recul de près d'un demi-siècle a laissé la place à l'expression du mécontentement des couches moyennes dont des parties non négligeables subissent également une dynamique régressive. La radicalité de certaines de ces expressions ont fait croire à certains que les combats ouvriers 'classiques' avaient fait leur temps et qu'il fallait désormais se tourner vers de 'nouvelles formes de luttes'.

Les récents mouvements de protestation des salariés contre l'explosion de l'inflation, comme ces derniers

mois au Royaume-Uni et en France avec les luttes contre la réforme des retraites ainsi que dans d'autres pays, bien qu'en mode mineure, viennent, non pas balayer, mais sérieusement questionner ces doutes et réaffirmer que la classe ouvrière n'a pas disparu et qu'elle dispose encore d'un potentiel non négligeable de combativité !

B) Un réveil effectif des combats de classe ?

Par manque de recul, il est encore prématuré de répondre positivement à cette question malgré une indéniable reprise des combats de classe dans plusieurs pays, reprise qui tranche nettement avec le calme social des quatre à cinq décennies précédentes (cf. Graphes 7 et 8 ci-dessus).

Toujours est-il que, quelle que soit l'extension et l'inscription ou non dans la durée de ce réveil des combats de classe dans certains pays, d'autres seront inévitablement contraints de surgir compte-tenu de la conjonction de plus en plus forte entre les quatre crises du capitalisme, luttes au cours desquelles les liens entre les désastres sociaux, guerriers, écologiques et la responsabilité du capitalisme apparaîtront avec de plus en plus d'évidence.

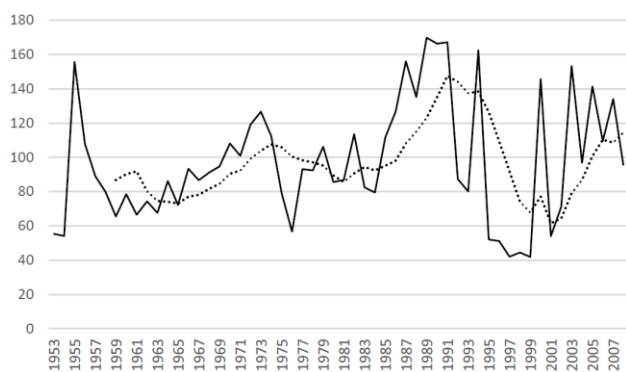
Cependant, la longueur et la profondeur du demi-siècle de recul des conflits sociaux ainsi que le désorientation idéologique induite impliquent que nous partons de plus bas que jamais et que nous avons moins de point d'appui que jamais : peu de conscience d'un intérêt collectif commun en perspective au-delà de revendications immédiates ; pas ou très peu de tendance à la prise en main et l'auto-organisation des luttes ; pas de conscience claire et partagée de la situation et des forces en présence ; une profonde perte des expériences du passé ; pas de programme ou de projet, même vague ; des organisations révolutionnaires lilliputiennes et fragmentées qui se contentent de rabâcher de vieux logiciens obsolètes... Pire, beaucoup d'illusions et de désorientations accumulées, résultat de décennies de matraquage de l'idéologie capitaliste et plus aucune forme de médiation organisationnelle préexistante quelle qu'elle soit. Tout devra se construire sur le tas, dans le mouvement, avec de très faibles forces politiques théoriquement impréparées.

Un volet de cette impréparation théorique est constitué par le manque cruel d'analyses portant sur l'aire asiatique au sein de la *Gauche Communiste*. En effet, une analyse révolutionnaire se doit d'adopter un point de vue international, et encore plus au niveau de l'appréciation de l'état du rapport de force entre les classes. Or, aujourd'hui, près des deux-tiers du prolétariat industriel est concentré dans l'aire asiatique, bien souvent dans des unités gigantesques constituées de dizaines de milliers d'ouvriers et dont la dynamique sociale est bien différente que dans les pays occidentaux développés

(mais fortement désindustrialisés) comme le montrent les graphes 13, 14 et 15 ci-dessous. L'indice synthétique des grèves dans le reste du monde (càd hors Chine et pays occidentaux développés) restitué par le graphe 13 n'indique aucune tendance nette à la baisse comme dans les pays développés, mais un maintien global de 1953 à 2010. Quant à la Chine, les grèves s'accroissent depuis le début de sa phase d'émergence économique jusqu'en 2015 (Graphe 14). Ensuite, elles déclinent durant ces dix dernières années (Graphe 15).

Or, on peine à trouver une analyse permettant de comprendre cette différence de dynamique ainsi que ses implications. Et pour cause, le phénomène des pays émergents a d'abord été totalement nié puisque décrété impossible théoriquement et pratiquement², puis longuement ignoré pour, enfin, être reconnu du bout des lèvres, mais sans explications cohérentes et sans en tirer toutes les implications sur les plans économiques, impérialistes et sociaux. Nous en avons proposé une première analyse en 2007 mais qui était restée lettre morte. Nous l'avons sensiblement amendée et prolongée par la suite dans plusieurs textes publiés sur le site de *Controverses* mais sans aborder cette dimension sociale sur laquelle nous nous proposons de revenir.

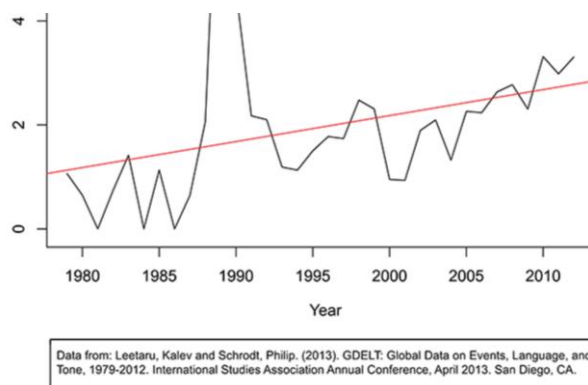
Graphe 13 Index des grèves dans plusieurs pays d'Afrique, d'Asie et d'Amériques du sud³, 1953-2010



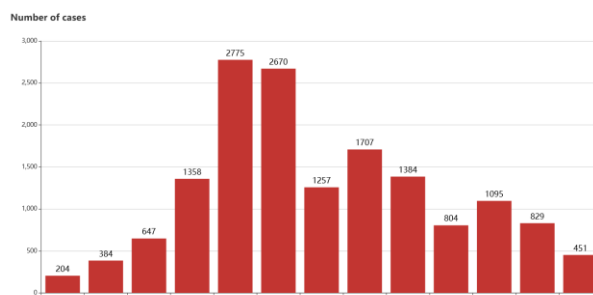
² « La période de décadence du capitalisme se caractérise par **l'impossibilité de tout surgissement de nouvelles nations industrialisées**. Les pays qui n'ont pas réussi leur 'décollage' industriel avant la 1^{ère} guerre mondiale sont, par la suite, **condamnés à stagner dans le sous-développement total**, ou à conserver une arriération chronique par rapport aux pays qui 'tiennent le haut du pavé'. **Il en est ainsi, de grandes nations comme l'Inde ou la Chine dont 'l'indépendance nationale' ou même la prétendue 'révolution' (lire l'instauration d'un capitalisme d'État draconien) ne permettent pas la sortie du sous-développement et du dénuement** » Revue Internationale n°23 (1980) du *Courant Communiste International* (CCI), MC & FM.

³ Algeria, Burkina Fasso, Burundi, Cameroon, Chile, Hong Kong, Egypt, Ghana, India, Indonesia, Iraq, Malawi, Mali, Mexico, Morocco, Nigeria, Pakistan, Peru, Singapore, South Africa, Thailand, Tunisia, Turkey, Venezuela, Uganda, Zambia and Zimbabwe.

Graphe 14 Grèves en Chine – 1978-2013



Graphe 15 Grèves en Chine – 2011-2023



En regard de ces constats, prétendre que le prolétariat asiatique est jeune, qu'il manque d'expériences historiques, qu'il est plus sensible aux illusions démocratiques... constituent un bien piètre échappatoire à l'indigence théorique existante au sein de la *Gauche Communiste* sur l'aire asiatique ... car c'était aussi largement le cas pour le prolétariat en Russie 1917 ! Or, aujourd'hui, la classe ouvrière en Asie est beaucoup plus éduquée et concentrée et vit dans une société bien plus développée que ne l'était celle en Russie au début du XX^e siècle.

Autrement dit, se contenter d'affirmer que le prolétariat dans les grands pays occidentaux n'a pas subi de défaite historique et qu'il possède encore un potentiel de combativité est nettement insuffisant, car, d'une part, l'on ne peut laisser de côté son affaiblissement à la suite de la désindustrialisation et faire l'impasse sur les deux tiers du prolétariat mondial localisé en Asie. De plus, compte-tenu des caractéristiques de son recul subi depuis un demi-siècle comme nous les avons décrites ci-dessus, si des luttes d'ampleur advenaient dans l'aire occidentale', elles auraient comme énorme tâche de reconstruire à partir de presque rien.

Et de toutes ces choses qui manquent, les plus décisives et sans doute les plus difficiles, c'est bien que le prolétariat se réapproprie son identité de classe, que s'élaborent et se diffusent un projet et un programme à la hauteur de la situation historique présente et qu'émergent des avant-gardes capables d'analyser et de porter ces perspectives, ce qui est encore très loin d'être le cas, malheureusement !

Les conflits impérialistes

Grâce à son principe d'internationalisme prolétarien chevillée au corps, la *Gauche Communiste* a pu clairement dénoncer la guerre impérialiste en Ukraine et fermement résister aux sirènes nationalistes comme nous l'avons largement répercuté sur **notre site Web**. Cependant, le corpus théorique déployé dans les analyses censées fonder ces prises de position relève des mêmes faiblesses dogmatiques et archaïques comme nous le montrons en détail dans l'article de cette revue n°6 sur *Les errances du CCI sur les rapports inter-impérialistes*.

Ainsi, l'indigence d'analyse relevée ci-dessus sur l'aire asiatique se traduit ici aussi par une énorme faiblesse : l'incapacité à clairement reconnaître la tendance à la reformation de deux blocs géopolitiques autour de Washington et de Pékin en vue d'un repartage du monde. La combativité retrouvée du prolétariat, l'absence de son embrigadement derrière les drapeaux nationaux, l'impréparation militaire encore importante de la Chine, le chacun pour soi et les dissensions au sein des alliés respectifs des États-Unis et de l'Empire du Milieu constituent de bien piètres feuilles de vignes venant révéler l'aveuglement face à l'évidente course poursuite à la constitution de deux blocs impériaux visant un violent repartage de la planète.

En effet, depuis la fin du XIX^e siècle, la scène internationale est traversée par une bipolarisation géopolitique du monde dont chaque partie se dispute l'hégémonie :

a) Déjà prégnante avant sa formalisation en 1882, l'opposition entre la *Triple entente* (France, Angleterre, Russie) et la *Triple alliance* (Allemagne, Italie, Autriche-Hongrie) se disputant la planète débouchera sur la première guerre mondiale.

b) L'arrivée d'Hitler au pouvoir en 1933 repolarise le monde entre les pays de l'Axe (Allemagne, Italie, Japon) et le bloc occidental pour déboucher sur la seconde guerre mondiale.

c) Dès 1945, la guerre froide s'installe entre les blocs impériaux soviétiques et américains qui se livrent une véritable troisième guerre mondiale par pays interposés dans le Tiers-Monde. En effet, toutes les guerres menées dans ce cadre ont engendré autant de morts que lors de la seconde guerre mondiale.

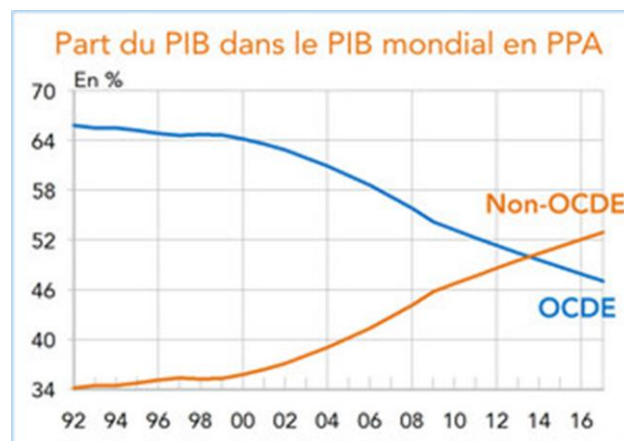
d) Enfin, après une parenthèse d'un quart de siècle, une nouvelle polarisation impérialiste prend place entre la Chine et les États-Unis, chacun prétendant explicitement en constituer le pôle hégémonique.

Certes, la Chine est encore un nain militaire et les États-Unis une super-puissance sur ce plan. Certes, le prolétariat dans ces deux pôles n'est pas encore saoulé de nationalisme et prêt à mourir sur le champ

de bataille pour 'ses' propres dirigeants. Certes, les alliances de ces deux pôles sont encore loin d'être pleinement constitués. Néanmoins, la dynamique est clairement présente, elle l'est d'autant plus que, contrairement aux pays de l'Axe ou au bloc soviétique dans les deux précédentes polarisations, celle-ci regroupe deux entités dont l'importance économique est devenue quasi équivalente. Les deux mesures ci-dessous attestent largement ce constat :

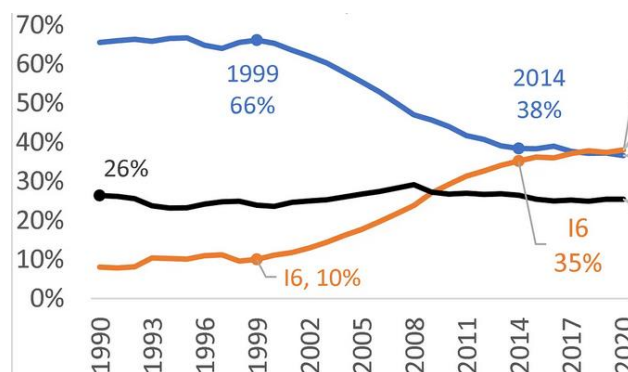
1- L'OCDE qui rassemble 38 pays développés (dont l'Amérique du Nord, l'Europe occidentale, le Japon et l'Australie) concentrait encore les deux tiers du PIB mondial il y a deux décennies de cela mais moins de la moitié aujourd'hui !

Graphe 14



2- Plus précisément encore, le G7 (USA, Allemagne, Japon, France, Royaume-Uni, Italie, Canada) concentrait les deux tiers de la production manufacturière mondiale en 2000, mais 37% seulement en 2020, alors que les six économies émergentes (Chine, Inde, Corée du sud, Indonésie, Thaïlande et Brésil) qui ne représentait que 10% de la production manufacturière mondiale en 2000, en concentre aujourd'hui 38%, soit plus que le G7. La part du reste du monde étant demeurée constante autour de 25%, c'est à une véritable bascule mondiale à laquelle nous avons assisté ces deux dernières décennies :

Gráfico 15 Produção manufatureira mundial



Ceci implique une différence de taille : alors que le bloc le plus faible était le plus agressif dans le passé,

aujourd'hui c'est aux États-Unis de prendre l'initiative et de défendre activement sa prééminence encore actuelle, surtout sur le plan militaire.

Ainsi, pour l'heure, les USA ont pour objectifs, d'une part, d'affaiblir irrémédiablement la Russie, c'est-à-dire le seul pays actuellement capable d'éradiquer l'Amérique avec son arsenal nucléaire (ce qui n'est pas encore le cas de la Chine) et, d'autre part, d'éviter toute alliance conséquente entre la Russie et la Chine permettant à cette dernière de combler plus rapidement son retard militaire. Cependant, au-delà de ce conflit en Ukraine se profile l'enjeu majeure entre la Chine et les États-Unis comme l'énonçait très clairement Hillary Clinton, l'ancienne cheffe de la diplomatie américaine, lorsqu'elle a récemment déclaré que : « *La Russie est "une menace à court terme" et la Chine "à long terme"* » et mettant l'Occident en garde contre les velléités expansionnistes de la Chine tout en ne voyant en Moscou qu'une menace temporaire ⁴.

Les enjeux écologiques

Les constats des grands enjeux écologiques ne sont plus à faire, ils sont bien connus et font largement consensus dans la communauté scientifique. Plus, des sommités académiques très consensuelles, ou même Greta Thunberg dans son dernier ouvrage, en arrivent à la conclusion évidente que ces grands enjeux découlent des dynamiques mortifères du capitalisme et ne peuvent être résolus si l'on en reste dans une logique guidée par la maximisation du profit. Certes, ils n'en viennent pas à défendre une perspective révolutionnaire, loin de là, mais l'idée qu'un capitalisme vert est impossible fait petit-à-petit son chemin ... sauf à en faire payer l'entièreté du coût à la classe ouvrière ! Or, c'est aussi elle qui en subit déjà les conséquences les plus néfastes et en subira les plus dévastatrices demain.

Malheureusement, la compréhension de toutes ces problématiques par la *Gauche Communiste* est également indigente. Angle aveugle de ses analyses durant tout le XX^e siècle – à l'exception de très rares écrits – ce n'est que fort récemment qu'elle commence à aborder ces questions ... mais pour se limiter à un double constat invariablement répété : (1) les désastres écologiques sont la preuve de la faillite d'un capitalisme qu'il s'agit urgemment d'abolir et (2) les luttes écologiques sont des luttes parcellaires à dénoncer parce qu'elles détournent le prolétariat de son terrain de classe.

Si le premier constat constitue assurément une évidence, le second l'est beaucoup moins et le sera

⁴ Déclaration faite lors de l'émission de géopolitique du 11 juin 2022 **sur France Culture**.

d'autant moins que les 'luttes écologiques' vont se multiplier et s'amplifier dans les années à venir. En revenir à Marx permet aisément de comprendre pourquoi ce second constat est mal posé et fondamentalement erroné.

En effet, après les physiocrates, mais pour la société d'Ancien Régime, Marx est le premier économiste moderne à intégrer la nature dans la compréhension des fondements, dynamiques et contradictions du capitalisme. À la différence de toutes les théories de l'économie dominante qui limitent les facteurs de production au capital et au travail, Marx, y inclut la nature : « *Le travail n'est pas la source de toute richesse. La nature est tout autant la source des valeurs d'usage (qui sont bien, tout de même, la richesse réelle !) que le travail, qui n'est lui-même que l'expression d'une force naturelle, la force de travail de l'homme. [...] Et ce n'est qu'autant que l'homme, dès l'abord, agit en propriétaire à l'égard de la nature, cette source première de tous les moyens et matériaux de travail, ce n'est que s'il la traite comme un objet lui appartenant que son travail devient la source des valeurs d'usage, partant de la richesse* » ⁵. De même, écrit-il dans le premier tome du *Capital* : « *Le travail n'est donc pas l'unique source des valeurs d'usage qu'il produit, de la richesse matérielle. Il en est le père, et la terre, la mère...* ».

De plus, grâce aux travaux actuels autour de la publication intégrale de son œuvre, nous savons maintenant que la raison essentielle pour laquelle il n'a pas achevé les autres tomes du *Capital*, c'est parce qu'il voulait y intégrer deux thèmes qui occupaient l'essentiel de ses recherches au cours des dernières années de sa vie : la nature et ses limites écologiques et les bases historiques du capitalisme comme le développent plusieurs ouvrages récents ⁶ !

Pour toutes ces raisons sur lesquelles nous reviendrons plus amplement dans d'autres contributions, nous considérons que le combat pour sauvegarder les conditions de vie de la classe ouvrière intègre la sauvegarde de la nature puisque *le travail n'est lui-même que l'expression d'une force naturelle. Et ce n'est qu'autant que l'homme agit en propriétaire à l'égard de la nature, cette source première de tous les moyens et matériaux de travail*'.

Dans un mode de production désormais obsolète (cf. les deux articles suivants de ce numéro), les luttes immédiates du prolétariat deviendront inévitablement multifactorielles, à la fois économiques, politiques, sociales et écologiques.

C.Mcl

⁵ Marx *Critique du programme de Gotha*.

⁶ Notamment : *Le dernier Marx*, éd. l'Asymétrie ; *La nature contre le capital – L'écologie de Marx dans sa critique inachevée du capital*, Kohei Saito, éd. Syllepse ; *Les dernières années de Karl Marx*, Marcello Musto, éd. PUF.